



Ministère des Affaires sociales, de la Santé et Droits des femmes

Direction générale de la cohésion sociale

Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Synthèse de l'actualité

Du 3 au 20 mars 2015

Action institutionnelle

De l'ONU à l'Elysée : la France engagée pour les droits des femmes



Pascale BOISTARD, secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes, s'est rendue les 9 et 10 mars à New-York dans le cadre de la [59^e session de la Commission de la condition de la femme](#). La France assurait en mars la présidence tournante du **Conseil de sécurité des Nations Unies** et a ouvert la session. Pascale BOISTARD a rappelé l'engagement de la France dans ce combat, et a par ailleurs affirmé que l'ONU devait laisser une plus grande place aux femmes dans ses instances dirigeantes.

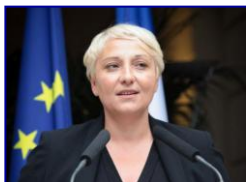
[Retrouver le discours d'ouverture de Pascale Boistard à l'ONU](#)

Le 8 mars, le président de la République accueillait, aux côtés de Marisol TOURAINE et de Pascale BOISTARD, cent femmes venues de toute la France à l'Elysée. Etudiantes, salariées, entrepreneures, enseignantes, agricultrices, policières, artistes, sportives, retraitées, citoyennes engagées, bénévoles, toutes contribuent au dynamisme de notre pays et à sa cohésion sociale. Avec elles, François HOLLANDE a pu échanger autour de leur quotidien et de leurs attentes pour faire progresser encore l'égalité.



[Retrouver les informations sur cette journée sur notre site](#)

La politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes au Conseil des ministres



Lors du **Conseil des ministres** du 4 mars, la ministre des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes et la secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes ont présenté une communication relative à la politique interministérielle pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Gouvernement a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes un principe structurant de l'ensemble de son action. Les ministres ont dressé

un premier bilan positif et ont indiqué que cette action se prolongera dans les années 2015 et 2016, à travers **quatre principes** : « *l'espace public appartient à toutes et tous* » ; « *l'égalité professionnelle est un impératif de justice sociale et d'efficacité économique* » ; « *l'égalité suppose de faire reculer les stéréotypes et le sexisme* » ; « *les femmes victimes de violences doivent être protégées* ».

[Retrouver la communication en Conseil des ministres sur le portail du Gouvernement](#)

Le Gouvernement mobilisé : les nouvelles feuilles de route des ministères sont en ligne

Pour la troisième fois, les **conférences de l'égalité** ont permis à l'automne 2014 à l'ensemble des ministères de présenter leurs actions en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, que ce soit sur le plan de leur stratégie de ressources humaines ou sur le volet des politiques qu'ils conduisent. Issues de ces conférences de l'égalité, les feuilles de route des ministères mettent en avant le bilan des réalisations, ainsi que le programme d'action pour l'année à venir, sur quatre thèmes : la gestion des agents publics ; l'égalité professionnelle ; la parité ; les violences faites aux femmes. « A quelques jours du 8 mars, la publication sur le site femmes.gouv.fr des feuilles de route de chaque ministère pour l'égalité femmes-hommes est une nouvelle démonstration que les droits des femmes et l'égalité sont une priorité pour l'ensemble du gouvernement » a déclaré Pascale BOISTARD.



[Retrouver l'information et télécharger les feuilles de route sur notre site](#)

Sexisme dans le monde du travail : entre déni et réalité



A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, Brigitte GRESY, secrétaire générale du **Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** (CSEP), a remis le 6 mars à Marisol TOURAINE et Pascale BOISTARD, le rapport du CSEP portant sur le sexisme dans le monde du travail. Ce rapport décrit les différentes réalités du sexisme au travail, réalités trop souvent déniées ou passées sous silence et qui prennent de multiples formes :

remarques humiliantes ou dévalorisantes, attitudes de mépris ou de discrimination... Le rapport formule 35 recommandations visant à nommer et combattre le sexisme au travail. Les ministres ont annoncé retenir plusieurs axes de travail, notamment : « *améliorer la connaissance du sexisme au travail, via le développement de questions sur le sujet dans les enquêtes pilotées par les administrations ; former les acteurs de l'entreprise et du monde du travail, en leur proposant des modules de sensibilisation et des outils clé-en-main ; valoriser les bonnes pratiques des entreprises qui s'engagent dans de meilleures relations professionnelles entre les hommes et les femmes* ». Le CSEP a été missionné pour la réalisation des outils dont ont besoin les acteurs concernés.

[Retrouver l'information, les discours des ministres et le rapport sur notre site](#)

Mieux connaître pour mieux agir, des données pour faire avancer l'égalité

A quelques jours de la journée internationale des droits des femmes, Marisol TOURAINE et Pascale BOISTARD ont annoncé la publication de nombreuses données sur la situation en France en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et en premier lieu, bien sûr, les **chiffres clés de l'égalité édition 2015** publiés par notre ministère. Plusieurs autres organismes partenaires publient des études et des données « *pour faire avancer l'égalité* ». On trouvera ainsi dans cette synthèse, [les données régionales dévoilées par l'Institut national de la statistique et des études économiques](#) (INSEE) (lire page 6), une synthèse de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), intitulée « [Femmes et hommes sur le marché du travail](#) » (lire page 10), une étude sur l'évolution des stéréotypes publiée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) intitulée « [Quels stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes en 2014 ?](#) » (lire page 7), et une note de synthèse, réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) titrée « [Une société qui aspire à plus d'égalité entre les femmes et les hommes](#) » (lire page 7).



[Retrouver les Chiffres clés de l'égalité sur notre site](#)

Une action déterminée du CSA contre les stéréotypes de sexe et pour l'égalité

Le 6 mars, le **Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes** (HCEfh) a salué dans un communiqué le travail méthodique et important engagé par le **Conseil supérieur de l'audiovisuel** (CSA) pour lutter contre les stéréotypes de sexe dans les médias. Dans la foulée immédiate du vote de la loi du 4 août 2014 relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes qui renforçait ses missions, le CSA a voté le 4 février dernier une délibération prévoyant qu'à partir de cette année, les chaînes diffusent des programmes contribuant à la lutte contre les préjugés sexistes et les violences faites aux femmes, notamment aux heures de grande écoute. Par ailleurs, elles devront évaluer quantitativement et qualitativement la représentation des femmes et des hommes dans leurs programmes à l'aide des indicateurs arrêtés par le CSA en partenariat avec le **HCEfh**. Le Haut Conseil restera mobilisé et vigilant aux côtés du CSA pour faire vivre ce partenariat dans la durée, et continuera de mettre toute son expertise à la disposition du Conseil, et au service de l'égalité entre les femmes et les hommes. Signalons ici que le 6 mars, Marisol TOURAINE, Pascale BOISTARD et Fleur PELLERIN, ministre de la Culture et de la Communication, ont échangé avec Olivier SCHRAMECK, président du CSA et Sylvie PIERRE-BROSSOLLETTE, membre du CSA, ainsi que des parlementaires et professionnels de l'audiovisuel, autour de la place des femmes dans les médias.

[Retrouver l'information sur le site du HCEfh](#)



Débat au Sénat sur la situation des maternités

Le 4 mars, à la demande de la **commission des affaires sociales** (synthèse du 31 janvier), les sénateurs ont débattu sur la situation des maternités en France. Un dossier permet de retrouver l'ensemble des interventions en vidéo sur le site du **Sénat**.

[Retrouver le dossier vidéo sur le site du Sénat](#)

Laïcité et structures privées en charge de la petite enfance

Le rapport de la **commission des lois** constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république de l'**Assemblée nationale**, sur la proposition de loi, adoptée par le **Sénat**, visant à étendre l'obligation de neutralité à certaines personnes ou structures privées accueillant des mineurs et à assurer le respect du principe de laïcité, déposée le 2 juillet 2012, a été mis en ligne sur le site de l'Assemblée nationale. La lecture du texte, qui devait être discuté le 12 mars par les député-e-s, a été reportée à la mi-mai (lire également page 9).



[Retrouver le rapport sur le site de l'Assemblée](#)

« L'égalité des sexes dans l'éducation - Aptitudes, comportement et confiance »



*« Si les systèmes éducatifs ont réalisé des avancées majeures pour ce qui est de réduire les écarts constatés entre filles et garçons en termes de résultats scolaires, un net fossé demeure entre eux sur le plan de l'orientation professionnelle, laquelle se détermine bien plus tôt qu'on ne le pense généralement », souligne l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) dans un rapport rendu public le 5 mars. D'après ce rapport intitulé « L'égalité des sexes dans l'éducation - Aptitudes, comportement et confiance », la ségrégation professionnelle résulte en partie des préjugés entretenus, sciemment ou non, par les parents, les enseignants et les employeurs (**La Croix** et **Le Figaro** du 6 mars).*

[Retrouver l'information et télécharger le rapport sur le site de l'OCDE](#)

Égalité femmes-hommes dans l'Union européenne : de nombreux progrès restent à faire

Un [communiqué de presse du Parlement européen](#) annonce que, le 10 mars, les députés européens ont adopté une résolution non législative (441 voix pour, 205 contre et 52 abstentions), selon laquelle **les politiques publiques doivent changer pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes**. De nombreux progrès restent à faire, constate le Parlement, notamment en ce qui concerne les inégalités de rémunération, les « plafonds de verre » sur les carrières des femmes, leur manque d'indépendance économique et la protection du droit et de l'accès à la contraception et à l'avortement. Dans un communiqué de presse du 10 mars titré « [Symbole fort du Parlement mais droits des femmes en danger](#) », le rapporteur, Marc TARABELLA (photo) souligne que « *le verdict n'est pas très réjouissant* ». « *Les changements sont trop lents et les droits des femmes en pâtissent* », explique le rapporteur qui ajoute cependant que « *le vote à la majorité du rapport, est un symbole très fort car il signifie que le Parlement européen partage cet avis et compte jouer de tout son poids en faveur des combats qui sont les nôtres tels que l'égalité salariale, la lutte contre la violence envers les femmes, le congé maternité ou le droit à l'avortement* ». Marc TARABELLA indique qu'à ce rythme, « *il faudra attendre 2084 pour qu'une femme et un homme soient payés de façon équivalente* », et pointe un certain nombre de sujets où les droits des femmes sont en danger.



[Retrouver la résolution sur le site du Parlement européen](#)

L'égalité hommes-femmes au travail ne progresse pas suffisamment, selon l'OIT



« *Vingt ans après l'adoption par le plus vaste rassemblement de femmes au monde d'un programme ambitieux pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Programme d'action de Beijing. NDR), les femmes sont dans une situation à peine meilleure au regard de l'égalité au travail* », a souligné l'**Organisation internationale du travail (OIT)** à la veille du 8 mars. « *Les femmes qui travaillent sont-elles en meilleure posture aujourd'hui qu'il y a vingt ans ?* », s'est interrogé le directeur général de l'OIT, Guy RYDER. « *La réponse est un oui nuancé. Ces progrès ont-ils répondu à nos attentes ? La réponse est résolument non. Nous devons faire preuve d'innovation, recentrer le débat et redonner la priorité au respect des droits des femmes au travail, à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation économique des femmes* ».

[Retrouver le communiqué complet sur le site de l'OIT](#)

L'ONU appelle à libérer le pouvoir des femmes pour garantir l'avenir de chacun

Le **Secrétaire général des Nations Unies**, BAN Ki-moon, a participé le 8 mars à New York à une marche en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes. Il a appelé les nations du monde à permettre aux femmes de réaliser leur potentiel afin de garantir l'avenir de chacun. « *En cette année charnière pour la progression de la cause des droits fondamentaux des femmes (...) il nous faut admettre que les gains ont été lents et inégaux, et que nous devons en faire bien davantage pour accélérer les progrès partout* », a souligné BAN Ki-moon [dans un message à l'occasion de cette journée](#). Par ailleurs, pendant deux semaines, [la Commission de la condition de la femme a tenu sa session annuelle](#) au siège de l'ONU (lire page 1). Les Etats membres, des organisations de la société civile et des organes de l'ONU ont discuté de la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing de 1995 et de la plateforme d'action, des progrès réalisés et des efforts encore à faire en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. La question de la bataille pour le climat, « *un combat à mener pour et avec les femmes* », a également été évoquée. Le ministre des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent FABIUS, futur président de la COP 21 de Paris, y a consacré une tribune sur le site du ministère intitulée « [Agir pour le climat, pour et avec les femmes](#) ».



Dans les territoires

Journées nationales du réseau des droits des femmes et de l'égalité

Le **Service des droits des femmes et de l'égalité** (SDFE) de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) organisait à Paris, les 19 et 20 mars, les Journées nationales du réseau des droits des femmes et de l'égalité, en présence des délégué-e-s aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes en régions et en départements. La première journée a été exclusivement consacrée à l'accompagnement des équipes locales à la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les nouveaux contrats de ville en présence du **commissariat général à l'égalité des territoires** et du **Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes**. La seconde journée a permis de présenter le programme de travail 2015 au regard de la mise en œuvre de la réforme territoriale, ainsi que des actions plus spécifiques en matière de lutte contre les stéréotypes dans les médias, le sport ou encore sur l'accès à l'emploi des femmes.



« Les lunettes du genre pour changer notre regard »...



Nous ne pourrions malheureusement pas revenir dans cette synthèse sur les très nombreuses actions qui nous ont été signalées partout en France dans les départements et les régions, et les très nombreux articles signalés dans la presse quotidienne régionale. [Une cartographie en ligne signalait sur notre site](#) l'ensemble des événements organisés à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes par le réseau du **Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes** et ses partenaires sur le terrain dans le

cadre de « Elles font la France ». Nous publions ci-dessous trois exemples de cette mobilisation. Mais partout sur le territoire, à l'image de la **préfecture de Poitou-Charentes** (photo), les actrices et les acteurs de l'égalité réelle ont chaussé les lunettes du genre « *pour changer notre regard* ».

Haute-Normandie : s'émanciper par la création audiovisuelle

Le lundi 9 mars, se sont tenues à la préfecture à Rouen, des rencontres intitulées « Femmes debout ! S'émanciper par la création audiovisuelle » autour de femmes haut-normandes. 180 personnes étaient venues découvrir des courts métrages réalisés par des femmes en situation de précarité et d'isolement et désireuses de s'émanciper. Il s'agissait de faire connaître le travail soutenu depuis quatre ans par la **Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Haute-Normandie**, et mené par le Pôle image de Haute-Normandie, en lien avec plusieurs associations à caractère social ou humanitaire. Le projet consiste à travailler avec des femmes éloignées de l'emploi, parfois de leur famille, se sentant isolées du fait d'une maladie ou d'un handicap, ou encore victimes de violences familiales, et à les amener grâce à un acte de création audiovisuelle à renouer avec elles-mêmes. Il a rendu possible grâce à la mobilisation d'associations locales dont la mission est précisément d'aider des femmes à rompre avec l'isolement, qu'il soit social ou intériorisé. Les rencontres ont permis de mesurer l'enthousiasme retrouvé par les femmes qui ont participé à ce projet (65 femmes à ce jour) et de prouver qu'un accompagnement spécifique assorti d'une création artistique, offrent la possibilité d'un renouveau, d'un espoir, d'une émancipation possible.



Loire-Atlantique : action dans un quartier prioritaire de l'agglomération nantaise

La **déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité** de Loire-Atlantique et la chargée de mission égalité femmes/hommes de la ville de Nantes ont organisé conjointement une manifestation, ouverte par la préfète de la Loire-Atlantique, la sous préfète chargée de mission pour la politique de la ville, et des élu-e-s de la ville, le 13 mars, dans l'un des quartiers prioritaires de l'agglomération nantaise. Proposée aux habitant-e-s et aux associations présentes dans ce quartier, l'action répondait à quatre objectifs : « *valoriser les engagements pris par l'Etat et la ville dans le cadre du contrat de ville et en rappeler les priorités en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ; rassembler les habitants, grâce au vecteur culturel, autour d'un évènement festif ; favoriser l'émergence de projets regroupant des associations du quartier et celles, souvent extérieures, évoluant dans le champ des droits des femmes ; promouvoir des artistes nantaises à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes* ». Une exposition de photographies, « Identity », a été présentée par sa créatrice, Candy LEELOO. L'action s'est terminée par un concert du groupe **Bluemango**.



Haute-Saône : consolider le réseau « Elles font la France »



Toujours à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le préfet de Haute-Saône a organisé un déjeuner en présence de femmes dirigeantes d'entreprise, présidentes d'association, femmes en responsabilité dans le secteur public et privé, dont les journalistes de la presse écrite locale. En présence de la **déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité**, ce déjeuner a été l'occasion, dans la continuité de l'action nationale « Elles font la France », de poursuivre le travail en réseau en faveur des droits des femmes et de l'égalité. Lors de son discours, le préfet a évoqué la parité effective lors des futures élections des conseillères départementales et conseillers départementaux, la nécessité de développer la part des femmes chefs d'entreprises et le développement de la mixité et de l'égalité professionnelle comme la garantie de mobiliser tous les talents et toutes les compétences en faveur du développement économique du département. Un dossier a été remis aux participantes reprenant le nom des femmes présentes, les chiffres clés 2015, la brochure « l'égalité entre les femmes et les hommes : une déclinaison territoriale en Haute-Saône » et le guide « Industrie nouvelle génération : dépasser les stéréotypes et agir pour la mixité et l'égalité professionnelle ». Le quotidien régional **L'Est républicain** et l'hebdomadaire **La Presse de Vesoul** ont tous les deux rendu compte de l'évènement.

Femmes et hommes : statistiques locales et publications régionales

Pour le 8 mars, l'**Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)** a publié une mise à jour des indicateurs régionaux sur les inégalités entre les femmes et les hommes : 18 indicateurs comparés sur les femmes et les hommes, élaborés en lien avec le **Service des droits des femmes et de l'égalité**, que l'on retrouve sur le site de l'INSEE sur les thèmes suivants : population-santé, enseignement-éducation, travail-emploi, revenus-salaires et conditions de vie-société. Pour chaque thème, les résultats sont proposés pour les femmes, les hommes et l'Institut publie les écarts constatés pour les 18 indicateurs.

[Retrouver les indicateurs locaux et régionaux sur le site de l'INSEE](#)



Egalité, non discrimination, féminisme

Quels stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes en 2014 ?

La **Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques** (DREES) publie une étude de Carine BURRICAND et Sébastien GROBON intitulée « Quels stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes en 2014 ? » (*Études et Résultats*, n°907, mars 2015). Selon les auteur-e-s, « *que ce soit dans la vie professionnelle, familiale ou scolaire, les stéréotypes sur la place des femmes et des hommes restent prégnants, bien que non majoritaires. C'est ce que révèlent les résultats du Baromètre d'opinion de la DREES et de l'enquête de conjoncture auprès des ménages de l'INSEE, réalisés à la fin 2014* ».

[Retrouver l'étude sur le site du ministère de la santé](#)



Chiffres clés : une société qui aspire à plus d'égalité entre femmes et hommes



A la demande du ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes, le **Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie** (CREDOC), publie une **Note de synthèse** (n° 15 mars 2015) sur certaines questions posées dans son enquête « Conditions de vie et Aspirations ». Cette note, intitulée « Une société qui aspire à plus d'égalité entre femmes et hommes » complète cette la vision de l'évolution des stéréotypes sur les rôles des femmes et des hommes présentée par la DREES (lire ci-dessus). Selon le résumé, « *alors que les débats sur la place des femmes et des hommes dans la société se multiplient, les inégalités entre les sexes notamment dans la prise en charge des tâches domestiques et*

familiales persistent. Nos concitoyens, en particulier les hommes, en ont conscience et affirment vouloir les corriger ». Ainsi, « *69 % des hommes trouvent qu'il n'est pas normal que les mères assurent l'essentiel des tâches domestiques, de soins et d'éducation des enfants contre 66 % des femmes* ». « *Ces dernières années, les discours des hommes, notamment sur le rôle de femmes en tant que mère, évoluent même plus vite que ceux des femmes* », souligne la note. « *Femmes (91 %) et hommes (83 %) sont unanimes pour considérer que les combats en matière des droits des femmes restent nécessaires encore aujourd'hui* ».

[Télécharger la note sur le site du CREDOC](#)

Les Femen publient leur manifeste

Neuf ans après la création de Femen, les militantes répondent à leurs sympathisant-e-s, comme à leurs détractrices et détracteurs, dans un « Manifeste » à paraître le 20 mars chez **Utopia** et dont **Libération** [publie des extraits](#) dans son édition du 18 mars sous le titre « Notre féminisme, une haine assumée ». Inna SHEVCHENKO (photo) clame, [dans une tribune](#), son engagement : « *Ce manifeste n'est pas seulement une attaque contre les dogmes patriarcaux, c'est aussi une défense du pluralisme et de la liberté. Un appel à faire face*



à nos responsabilités en prenant la parole. L'heure de la résistance idéologique est venue pour faire face à ceux qui crachent sur le progrès commun. Il est temps de ne plus être complices par notre silence de ceux qui ont pris pour cibles les libres penseurs, parleurs, dessinateurs, de Charlie Hebdo ou d'ailleurs. Il est temps de montrer combien nous sommes. Soyons la résistance ! ». Enfin, le journal publie [une critique du « Manifeste »](#) : « *Femen, l'insurrection qui vient* ».

Les éditions Talents hauts présenteront au salon du livre de Paris « Le zizi des mots »

« Vingt exemples illustrés pour s'étonner, rire, réfléchir et débattre au fil des pages. Autant de preuves accablantes mais drolatiques que dans notre langue beaucoup de mots riment avec machos ». Talents Hauts va présenter « Le zizi des mots » (Texte de Élisabeth Bami et Illustrations de Fred L.) au salon du livre de Paris. Cet album, drôle et malin, propose de dépasser les préjugés que la langue façonne. Pour accompagner la sortie du livre, Talents Hauts invite les lecteurs à proposer leur page pour « Le zizi des mots » [sur un tumblr dédié](#).



Comme chaque année, la presse s'empare du 8 mars !

Nous ne reviendrons pas sur les nombreuses retombées dans la presse quotidienne régionale sur l'évènement organisé par le **ministère des droits des femmes** à Paris avec des représentantes de tout le territoire (« *Les femmes qui font la France* », c'est aussi la « Photo du jour » du **Figaro** du 9 mars), ou sur les actions dans les départements et les régions (lire page 1). Plusieurs journaux nationaux reviennent brièvement sur la manifestation parisienne et les diverses actions organisées à cette occasion. **L'Humanité** du 6 mars publie un sondage exclusif **CSA** et s'exclame à la une : « *Egalité hommes-femmes : on est loin du compte, disent-elles* ». Le quotidien communiste consacre son dossier d'ouverture au sujet et souligne que « *les Françaises ne sont pas dupes* ». « L'Huma » revient aussi sur la pétition qui invite les politiques à revoir les règles de la grammaire française : « *Si, si, hommes et femmes sont égales* » ! Le 9 mars, le journal publie un texte collectif sur « *le féminisme, projet libérateur* » intitulé appel à « [un souffle de liberté pour toute la société](#) ». Pour **L'Humanité dimanche**, on célèbre la « *Journée internationale de lutte pour les droits des femmes* », et l'hebdomadaire estime que « *le féminisme ne peut être que révolutionnaire* », et donne la parole à Nicole-Edith THEVENIN, philosophe, pour qui « *la structure patriarcale est la base de toutes les formes de domination* ».

Le Figaro aussi se met à l'heure de la journée internationale (« *de la femme* » sic) et publie trois « Opinions » : « *femmes d'aujourd'hui, ici et ailleurs* », par Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, qui souligne la capacité des femmes à transformer les sociétés musulmanes (à noter qu'**Arte** diffusait cette semaine un documentaire de Feriel BEN MAHMOUD sur l'histoire du féminisme arabe) ; « *Contre la Journée de la femme !* », par Bérénice LEVET, philosophe, qui s'interroge sur le gain que représente pour « *la femme* » son intégration dans la vie active ; et « *Vers une condition humaine générique* », un entretien avec l'universitaire Camille FROIDEVAUX-METTERIE (voir également page suivante) qui constate un mouvement d'homogénéisation des conditions féminine et masculine. C'est Alphonse KARR qui signe « Entre guillemets », la citation du jour du **Figaro** : « *Les hommes font les lois, les femmes les abrogent* ». **Le Monde** lui, ne participe pas à la célébration et se montre même critique avec le gouvernement. Le 7 mars, le quotidien du boulevard Blanqui titre « *Egalité filles-garçons : l'élan brisé* », pour souligner que le « *plan d'action compense mal l'enterrement des ABCD de l'égalité* ». Le lendemain, le journal du soir dénonce, avec les associations féministes, « *la fin des grandes ambitions* ». Outre-Quévrain, **Le Soir** du 7 mars publie un cahier spécial de dix pages : « *L'égalité, c'est pour quand ?* » : de la Reine MATHILDE à Caroline FOUREST, en passant par plusieurs femmes anonymes qui témoignent de leur expérience de femmes au travail, le quotidien belge s'en prend aux « *indécrottables machistes* » et propose un cahier qui embrasse l'ensemble des thématiques de l'égalité. Pour finir, citons l'excellente initiative des **Inrocks** qui ont publié un [Top 10 des idées les plus sexistes lancées pour cette journée des droits des femmes](#) : commentaires sur les réseaux sociaux, opportunisme électoral, proposition de cadeaux genrés, etc. Le 8 mars c'est aussi l'occasion d'une vague de sexisme ordinaire que décryptent les **Inrocks** sur leur site.



Mutation, révolution, le féminisme dans tous ses états...

Signalons deux ouvrages sur les changements en cours dans notre société en terme d'égalité entre les femmes et les hommes. « La Révolution du féminin » de Camille FROIDEVAUX-METTERIE dans la collection Bibliothèque des Sciences humaines chez Gallimard (*« Le mouvement féministe a produit bien plus qu'une dynamique d'égalisation des conditions féminine et masculine. Il a contribué, montre Camille FROIDEVAUX-METTERIE, à réorganiser en profondeur notre monde commun, à la faveur*



d'un processus toujours en cours qui voit les rôles familiaux et les fonctions sociales se déssexualiser ») ; et « La Mutante » de Marie-Laure SUSINI chez Albin Michel (*« De la femme qui avait l'homme pour idéal à la femme devenue l'homme idéal : à l'image d'une société en pleine mutation depuis un siècle, les femmes sont des mutantes. Mais leur transformation n'est pas totalement achevée car, si leur représentation a changé, cela ne va pas sans difficultés et sans contradictions »*).

Le débat sur le voile prêt à rebondir...

« Le débat sur le port du voile à la fac relancé » (**Le Parisien** du 4 mars), « Nounous : le PS met de l'eau dans son voile » (**Libération** du 5 mars), « Interdire le port du voile à l'université ? » (une page de débats, pour et contre, **Le Monde** du 7 mars), « Contre le voile à l'université, ou contre quelques étudiantes ? » (**Libération** du 9 mars), « Proposition de loi sur le voile : nouvelle prise de tête à gauche » (**Libération** du 12 mars), « Pas au nom du féminisme ! » (**Libération** du 14 mars), « Interdire le voile ? C'est condescendant et paternaliste. Ces femmes ne sont pas aliénées » (**Nouvelobs.com** du 16 mars), « Mieux vaut accepter les mères en foulard lors des sorties scolaires » (entretien avec Najat VALLAUD-BELKACEM, **Le Figaro** du 17 mars), « Pourquoi le port du voile n'est-il pas interdit à l'université ? » (par Jean-Louis BIANCO, président de l'**Observatoire de la laïcité**, et « La laïcité divise l'UMP » (**La Croix** du 19 mars)... A la lecture des journaux, on sent que le sujet est prêt à rebondir de plus belle. La proposition de loi visant à étendre l'obligation de neutralité à certaines personnes ou structures privées accueillant des mineurs et à assurer le respect du principe de laïcité sera débattue à l'**Assemblée nationale** à la mi-mai (lire page 3).

Appel à candidatures pour une chaire « Genre/égalité »

L'**Université Sorbonne Paris Cité** (USPC), composée de plusieurs universités, écoles et instituts, lance un appel à candidatures pour une chaire « Genre/égalité ». Les candidat-e-s doivent être reconnu-e-s internationalement dans leur domaine d'étude et attester d'une spécialisation dans le domaine des études de genre ou d'un intérêt pour les questions d'égalité dans leur discipline. La chaire proposée est d'une durée de trois mois. La date de dépôt des candidatures est fixée au **3 avril 2015**.

[Retrouver l'appel d'offre sur le site de Sorbonne Paris Cité](#)

Macholand à la conquête du monde

Macholand (synthèses des 10, 24 octobre, et 15 novembre 2014) a décidé de lancer macholand.org, un réseau mondial de plateformes digitales antisexistes, à commencer par l'Iran et la Turquie. « *Un sentiment nous unit : nous en avons assez du sexisme légitimé et des violences faites aux femmes !* », indiquent les activistes qui appellent élargir le réseau au monde entier. Construit avec les militantes iraniennes et turques implantées en France, macholand.org est un outil d'empowerment pour tout-e-s celles et ceux qui entendent lutter pour la liberté et pour l'égalité. La plateforme macholand.org est vouée à s'agrandir, et chaque militant-e intéressé-e à l'idée de lancer son média d'interpellation dans son propre pays et/ou dans sa propre langue est invité à contacter l'équipe.

[Retrouver la nouvelle plateforme macholand.org](#)

Egalité dans la vie professionnelle

Femmes et hommes sur le marché du travail

« Les disparités se réduisent mais les emplois occupés restent très différents », La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) consacre le numéro 2015-17 de **DARES Analyses** aux femmes et aux hommes sur le marché du travail. Selon la DARES, « depuis 2003, parmi les personnes âgées de 25 à 54 ans, l'écart entre le taux d'activité des femmes et celui des hommes a continué à se réduire sensiblement ; il est inférieur à 10 points en 2013. Le taux de chômage des femmes s'établit à 9,7 % en 2013 en France métropolitaine. Il est inférieur à celui des hommes depuis le 3^e trimestre 2012. Si l'on ajoute aux chômeurs BIT les inactifs qui souhaitent travailler, la situation des femmes reste plus défavorable que celle des hommes même si l'écart se réduit. Les caractéristiques des emplois des femmes et des hommes restent éloignées, à l'exception de la proportion de salariés en contrat temporaire qui diffère peu selon le sexe. 31 % des femmes en emploi travaillent à temps partiel en 2013 et près de 10 % sont en situation de sous-emploi, contre respectivement 7 % et 4 % des hommes ».



[Lire la suite et télécharger l'étude sur le site du ministère du travail](#)

Les écarts de salaires entre femmes et hommes par zones d'emploi



La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) consacre le numéro 2015-20 de **DARES Analyses** aux « écarts de salaires entre femmes et hommes par zones d'emploi ». Selon la Direction des statistiques du ministère du travail, « en 2010, le salaire net mensuel en équivalent temps plein des femmes est inférieur de 19,7 % à celui des hommes. Exprimé en salaire horaire net, cet écart de 18,4 % en moyenne varie selon les zones d'emploi, de 1,6 % à 26,9 % en défaveur des femmes. Les femmes et les hommes n'occupent pas les mêmes emplois. Ces différences expliquent une partie de l'écart salarial. Une fois neutralisés les effets des différences observables d'emplois occupés, l'écart moyen de salaire horaire femmes-hommes est réduit de moitié. Selon les zones d'emploi, ce différentiel de salaire à caractéristiques d'emploi données varie de 1,5 % à 15,6 % en faveur des hommes ».

[A lire et à télécharger sur le site du ministère du travail](#)

Colloque international « Les femmes dans le monde académique »

Les mercredi 25, jeudi 26 et vendredi 27 mars, le Réseau égalité de l'Université Sorbonne Paris Cité organise un colloque intitulé « Les femmes dans le monde académique ». Ce colloque transdisciplinaire a pour ambition d'identifier les obstacles persistants aux carrières des femmes dans le monde académique. Il s'appuie sur une approche comparative à l'échelle internationale en prenant en compte les différents programmes mis en place en faveur de l'égalité pour évaluer leur efficacité. Les conférences scientifiques se tiendront successivement dans quatre universités de l'USPC : Paris Diderot, Sorbonne Nouvelle - Paris 3, Paris 13 et Paris Descartes. A l'occasion de ce colloque, USPC présentera sur les différents sites une sélection de portraits de scientifiques, issus de la série Infinités Plurielles de [Marie-Hélène Le Ny](#).



[Retrouver toutes les informations sur le site de Sorbonne Paris Cité](#)

« Mécanicien, ingénieur... : les métiers ont-ils un sexe ? »

« 50 % des femmes travaillent dans les secteurs de la santé, des soins et du social. Quand elles s'aventurent dans des bastions de métiers « masculins », brimades, sexisme et discrimination freinent encore leurs salaires et leurs évolutions de carrière ». Sous le titre « Mécanicien, ingénieur... : les métiers ont-ils un sexe ? », **L'Humanité** du 9 mars consacre deux pages aux sexes des métiers. Le quotidien cite en particulier une intéressante étude belge intitulée « Le sexisme bienveillant comme processus de maintien des inégalités sociales entre les genres ».

Un dossier sur « Les femmes dans la Défense »

« On compte aujourd'hui près de 60 000 femmes dans la Défense. Elles représentent 15 % des effectifs militaires et 38 % des effectifs civils. En moins de 20 ans, l'armée française est devenue l'une des plus féminisée au monde ». C'est par ces mots que Françoise GAUDIN, haute fonctionnaire à l'égalité des droits pour le ministère de la Défense, ouvre le dossier « Femmes dans la Défense » du numéro de mars 2015 (n° 396) d'**Armées d'Aujourd'hui**. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, plusieurs femmes de la Défense ont bien voulu témoigner de leur parcours et engagement au sein de l'institution. Historique de la féminisation des armées françaises, portrait de la première femme nommée générale, ce dossier richement illustré nous rappelle que 7 % des militaires projetés en opérations extérieures sont des femmes.



[Retrouver la publication en ligne sur Calaméo](#)

Numérique : « 12 femmes techtoniques »

« Dans un univers numérique encore très masculin, elles se taillent un succès phénoménal et réjouissant. E-commerce, levée de fonds, économie collaborative, leadership d'un nouveau style... ces talents made in France creusent leur sillon et multiplient les territoires d'exploration avec une exigence et une indépendance d'esprit qui nous épatent », **Madame Figaro** du 6 mars publie douze portraits « galvanisants » de douze femmes « ultra connectées au monde de demain ».

[Retrouver les portraits sur le site de Madame Figaro](#)

« Mixité, quand les hommes s'engagent »



« Vous vous demandez ce que vous avez à gagner à davantage de mixité ? Vous hésitez à vous exprimer sur le sujet ? Vous vous interrogez sur la meilleure manière d'encourager les autres hommes à s'engager pour la mixité ? Vous voulez être acteur d'une transformation majeure ? », les éditions **Eyrolles** publient « Mixité, quand les hommes s'engagent - Explications - Propositions - Actions » sous la direction de Marie-Christine MAHEAS. « La mixité, les hommes s'engagent : parce que les hommes ont beaucoup à y gagner ! », s'exclame la maison d'édition.

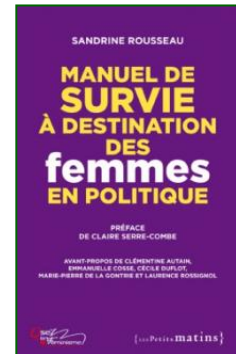
L'Allemagne se dote de quotas dans une centaine d'entreprises

L'Allemagne va introduire des quotas de femmes dans les conseils de surveillance d'une centaine d'entreprises à partir de 2016 après le feu vert donné par les députés le 6 mars au texte de loi. Les élus du Bundestag ont adopté à une très large majorité un texte à la genèse difficile en raison des réticences des conservateurs de la chancelière Angela MERKEL (d'après **l'Agence France Presse**).

Parité et vie politique

Malgré les élections départementales, la parité en politique n'est pas gagnée !

« Les femmes vont entrer en force dans les conseils départementaux », même si les médias n'ont pas fait de la parité aux élections départementales un événement, plusieurs journaux, comme **Le Parisien** du 13 mars, reviennent sur « la grande nouveauté » du scrutin qui se tiendra les 22 et 29 mars : dans chacun des quelque 2 000 cantons, c'est un binôme homme-femme qui se présentera (synthèses des 13 février et 2 mars). Objectif, garantir enfin la parité. « Un homme, une femme, deux candidats en campagne », **La Croix** (4 mars) a suivi l'un de ces « binômes » en grande banlieue parisienne : Françoise MARHUENDA et Dominique FONTENAILLE. « Vous verrez, quand il y aura 21 femmes, ça va déménager », déclare la candidate dans une réunion publique. « Nous, on ne parle pas beaucoup, mais on agit. ». En attendant, constate **La Croix**, « c'est surtout son voisin qui monopolise le micro ». « La parole, si je ne la prends pas, il ne me la donne pas », souligne également une autre candidate citée dans **Le Monde** du 18 mars. « Quand un reportage sur les élections départementales vous amène à Niort, chef-lieu des Deux-Sèvres, le tube a priori démodé de Patrick Juvet se met à vous trotter inévitablement dans la tête : « Où sont les femmes ? Où sont les feeeeeeeemmes ? », s'amuse le journaliste du **Monde** observant la composition de l'actuel conseil général... Signalons enfin l'entretien, en pages « Rebonds », de Sandrine ROUSSEAU, porte-parole nationale d'Europe Ecologie-les Verts (EE-LV), auteure de « Manuel de survie à destination des femmes en politique » qui vient de sortir aux éditions **Les Petits Matins** : « Pour réussir en politique, une femme doit être un peu jeune et jolie ». On rappellera ici que dans son [rapport sur la parité](#), le Haut Conseil à l'Egalité appelait les partis politiques à s'engager pour le partage du pouvoir entre les femmes et les hommes.



Egalité dans la vie personnelle et sociale

Un référé contre le logo « femmes enceintes » sur les paquets de cigarettes

Suite à l'annonce de la mise en place du pictogramme « femmes enceintes » sur tous les paquets de cigarettes dans un délai de six mois (synthèse du 2 mars), les fabricants de tabac demandent un report et ont déposé un référé en ce sens. **Le Monde** du 18 mars voit « le lobby du tabac à l'assaut de la loi santé ». Selon **Le Parisien** du 16 mars, la filiale française d'**Imperial Tobacco**, voit dans les paquets neutres que la ministre de la Santé compte imposer « une mesure gadget et désastreuse ».

Depuis combien de temps est-on parent de famille monoparentale ?

L'Institut national de la statistique et des études économiques consacre le n°1539 de mars 2015 d'**INSEE Première** aux familles monoparentales (source enquête « Famille et logements, 2011 »). Selon l'Institut, « en 2011, en France métropolitaine, 1,5 million de familles sont composées d'un parent sans conjoint et résidant avec au moins un enfant mineur. Dans 85 % des cas, le parent est une femme. Ces familles monoparentales sont constituées depuis 5,5 ans en moyenne. (...) Les mères de famille monoparentale vivent dans cette configuration depuis plus longtemps que les pères : respectivement 5,6 ans et 4,2 ans en moyenne ».



[Retrouver la publication sur le site de l'INSEE](#)

IVG : vers la suppression du délai de réflexion

Un amendement au projet de loi santé proposant de supprimer le délai obligatoire de réflexion en matière d'avortement a été adopté en **commission des affaires sociales** de l'**Assemblée nationale**. Celui visant à supprimer la clause de conscience pour les médecins, a été retiré. Dans un communiqué du 19 mars, **Osez le féminisme !** salue ce vote et s'exclame : « *Suppression du délai de réflexion pour avorter : enfin ! Mais à quand la suppression de la double clause de conscience ?* ».



Alors que **Le Figaro** (18 mars) souligne que « *des députés PS veulent assouplir la loi* », **Le Monde** (17 mars) se penche sur une soirée Théma sur **Arte** et sur « *l'Europe inégalitaire* » en matière de droit à l'avortement. Le quotidien du soir évoque « *un constat alarmant sur le recul de l'IVG dans les pays de l'Union européenne* ». Signalons enfin une tribune publiée par **Libération** du 10 mars : « *Quand les médecins déniaient aux femmes un droit de décision* », par Nathalie BAJOS, socio-démographe, et nouvelle directrice du département « promotion de l'égalité et de l'accès aux droits auprès du **Défenseur des droits**, Cécile VENTOLA, doctorante en sociologie, Léa CEUNEAU, doctorante en sociologie, et Philippe FAUCHER, gynécologue-obstétricien à l'hôpital Trousseau. « *Les récentes réactions de certains médecins à propos des touchers pelviens réalisés sous anesthésie générale (synthèse du 21 février) et les communiqués de presse du Collège national des gynécologues obstétriciens français (CNGOF) et du Conseil national de l'ordre des médecins sur l'accès à l'avortement (synthèse du 2 mars) qui viennent d'être publiés interrogent sur la prise en considération du consentement et de l'autonomie décisionnelle des personnes dans les pratiques médicales. Les femmes sont-elles vraiment considérées comme des personnes dans la relation médicale, c'est-à-dire capables d'un consentement libre et éclairé ?* », se demandent les signataires.

[Retrouver la suite de la tribune sur le site de Libération](#)

La France désignée hôte de la Coupe du Monde Féminine de football 2019

Nos plus anciennes lectrices connaissent notre attachement au football pratiqué par les femmes, à tous les niveaux, nettement plus attractif (pour l'instant ! NDC) que celui des hommes. Nous nous réjouissons donc, car la France a été désignée hôte de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2019 ! Comme le souligne la **Fédération française de football** dans un communiqué, « *cette compétition est le plus grand événement sportif unidisciplinaire féminin au monde et le nombre d'équipes ayant participé aux éliminatoires a presque triplé depuis 1991, passant de 45 à l'époque à 128 en 2015 ; le nombre de matches de qualification a ainsi lui aussi connu une augmentation considérable, passant de 110 en 1991 à 398 en 2015* ». En attendant, c'est au Canada que se déroulera la prochaine **Coupe du Monde Féminine de football** (synthèses des 7 janvier, 22 juillet et 30 novembre 2014). La place des femmes dans le football se fait petit à petit une - petite - place dans les journaux, **Le Parisien** en particulier (qui titre le 20 mars, « *Les filles auront leur Coupe du monde en 2019* ») évoque régulièrement les différentes compétitions féminines de football. Signalons ici le clin d'œil photographique lancé par **Le Monde** dans son édition du 7 mars sous le titre « *Une coupe qui décoiffe* » pour annoncer le match amical qui a opposé les joueuses de l'équipe de France aux championnes du monde en titre, les Japonaises, dans le cadre de l'**Algarve Cup**. Dans cette mini-compétition, les Bleues ont fini en tête de leur groupe avec trois victoires en trois matches (1-0 contre le Portugal, 4-1 contre le Danemark et donc 3-1 contre le Japon), mais se sont inclinées en finale le 11 mars contre les Etats-Unis (0-2). Enfin, sous le titre « *Fille de foot* », **La Croix**, du 4 mars consacrait son portrait à Pauline GAMERRE. « *Cette diplômée d'une grande école de commerce dirige le Red Star, un des plus prestigieux clubs de football français, qui espère remonter en deuxième division à la fin de la saison* », raconte le quotidien.



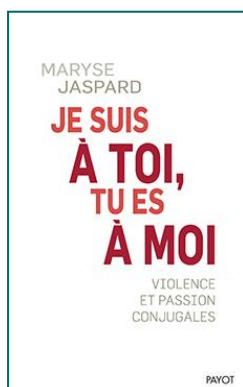
Le XV de France féminin est en grande forme

En rugby, le XV de France masculin, « est en grande difficulté dans le Tournoi des Six nations », soulignait **La Croix** du 13 mars. Le XV de France féminin, au contraire, « domine son sujet et vise un deuxième grand chelem d'affilée », indiquait le quotidien. Pour cette 13^e édition de la compétition, les Bleues, avec quatre victoires et une défaite, n'arriveront malheureusement qu'à la deuxième place au classement derrière l'Irlande, laissant cependant une excellente impression.



Lutte contre les violences

Maryse JASPARD publie un livre bilan sur les violences conjugales



La sociologue féministe Maryse JASPARD vient de sortir « Je suis à toi, tu es à moi. Violence et passion conjugales » publié chez **Payot**. La maison d'édition rappelle : « Les chiffres : 400 000 femmes victimes de violences conjugales déclarées en deux ans ; tous les deux jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint. L'auteur : sociologue, Maryse Jaspard a dirigé le fameux rapport Enveff, première enquête nationale sur la violence envers les femmes. Le livre : un essai « total » sur la violence de la passion et celle de la domination dans le couple. Tout y est : les chiffres, les comparaisons européennes, les explications psychologiques, sociologiques, démographiques, culturelles. Un futur classique ». Maryse JASPARD a assuré la direction scientifique de la première enquête statistique sur les violences faites aux femmes réalisée en France : l'enquête Enveff.

Crimes d'honneur et damnées de la terre

« Attaquées à l'acide, violées, tuées... Pour avoir osé choisir leur mari ou leurs fréquentations, les habitantes du Pendjab continuent à être punies par leurs fils et frères. Une pratique ancestrale qui s'est aggravée récemment », souligne **Libération** du 17 mars en publiant la première partie d'un reportage en deux volets de son envoyée spéciale dans le Pendjab et intitulé « Femmes damnées ». Le journal dénonce, dans cette première partie, le Pakistan comme le « pays des crimes d'honneur ». Le lendemain, 18 mars, « Libé » publie la suite du reportage et l'histoire de « la revanche d'une survivante » sous le titre, « L'honneur retrouvé de Mukhtar MAI ». « Devenue le symbole de la résistance des Pakistanaïses. Violée en 2002, cette villageoise du Pendjab a porté plainte contre ses agresseurs, une première. Depuis, elle a ouvert deux écoles et un foyer pour les jeunes filles victimes de violences », raconte **Libération**.



[Retrouver l'ensemble du reportage sur le site de Libération](#)

Culture, communication

Deux femmes entreront au Panthéon le 27 mai prochain



Deux femmes, grandes figures de la Résistance, Germaine TILLION (photo à gauche), ethnologue, décédée en 2008, et Geneviève DE GAULLE-ANTHONIOZ (photo à droite), nièce du général et ancienne présidente d'ATD Quart-Monde, disparue en 2002, feront leur entrée au Panthéon, le 27 mai. « *Ou du moins, leurs cercueils* », annonce **Libération** du 14 mars. « *Car leurs dépouilles, elles, resteront dans les cimetières de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) et de*



Bossey (Haute-Savoie), les familles ne souhaitant pas qu'elles soient exhumées ». « *Une demande reçue* » avec grande compréhension » par l'Elysée, qui a rappelé que « des plaques, comme celle de SAINT-EXUPÉRY, disparu en plein vol » étaient déjà présentes au Panthéon, sans que le corps des défunts s'y trouve », explique « Libé ».

Chékéba HACHEMI victime d'une coquille !

On nous signale une coquille à corriger dans notre sujet (synthèse du 2 mars) sur le lancement fin mars du premier « Guide des Expertes » en ligne par **Radio France**, **France Télévisions** et **Egalis** (qui regroupe trois agences spécialistes de l'égalité : **Égaé, d'égal à égale, Équilibres** et **Autrement Conseil**). Il s'agissait bien de Chékéba HACHEMI (et non Chébéka !). Chékéba HACHEMI (photo) est la première femme afghane à avoir été diplomate. Elle a été Première secrétaire de l'ambassade d'Afghanistan auprès de la Communauté Européenne. Présidente et fondatrice de l'association Afghanistan Libre, elle a travaillé au côté du commandant MASSOUD pour développer des projets humanitaires en Afghanistan.



PRESAGE ouvre un cycle « création & genre »

Le **jeudi 26 mars**, **PRESAGE** organise à Sciences Po un colloque en partenariat avec Vivendi sur le thème « Genre et Fiction », 1^{ère} édition d'un cycle « création & genre ». Deux tables rondes, « Genre et séries TV » et « Genre et cinéma », réuniront des universitaires et des personnalités du métier.

[Retrouver le programme sur le site de Sciences Po](#)

« Elisabeth Louise VIGÉE LE BRUN : quelle femme ! »

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le **Grand Palais** met à l'honneur l'une des plus grandes portraitistes de la peinture française : Elisabeth Louise VIGÉE LE BRUN. Au fil d'une carrière débutée à quinze ans, cette artiste d'exception, a su conquérir l'aristocratie puis la bourgeoisie de France et d'Europe. Elle est l'une des grandes portraitistes de son temps, à l'égal de Quentin DE LA TOUR ou Jean-Baptiste GREUZE. Issue de la petite bourgeoisie, elle va trouver sa place au milieu des grands du royaume, et notamment auprès du roi et de sa famille. Elle devient ainsi la peintre officielle de la reine Marie-Antoinette. [L'exposition, qui est la première rétrospective française à lui être consacrée](#), présente près de 130 œuvres de l'artiste, construisant un parcours complet à travers une œuvre picturale majeur et une grande page de l'histoire de l'Europe.



BENEDICTE a dessiné l'éphéméride de TV Monde

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, **TV5 Monde** a célébré les femmes « *comme tous les autres jours de l'année !* », précisait la chaîne en annonçant sa programmation spéciale dédiée à la défense des droits des femmes, l'une des thématiques éditoriales de son site « Terriennes » « *entièrement consacré à la condition des femmes dans le monde* ». Signalons aussi, qu'après PLANTU, DILEM, Ana VON REBEUR, WILLIS OF TUNIS et KROLL, **TV5 Monde** a invité la Suisse **BENEDICTE** à réaliser le traditionnel calendrier de la chaîne, « *une éphéméride Terriennes qui ne commence pas au 1^{er} janvier mais en mars, journée internationale des droits des femmes oblige* »...



Les femmes s'en mêlent 18^e édition : des filles dans le vent

« Créé en 1997 à Paris à partir d'une soirée tricotée sur un fil strictement francophone et de chanson (La Grande Sophie, Claire DITERZI, Cornu), le festival Les femmes s'en mêlent a depuis lors très largement ouvert ses fenêtres ». **Libération** du 16 mars annonce la 18^e édition des Femmes s'en mêlent. Une manifestation « *répartie sur trente villes françaises (...) qui brasse les genres musicaux et traque les futures stars* ». Pour le journal, Stéphane AMIEL, organisateur bénévole qui a créé le festival, revient « *sur l'ADN de son rendez-vous, ses ambitions artistiques et les difficultés qu'il rencontre* ». « *Dans les labels, la musique est plutôt un milieu de mecs* », souligne-t-il.

L'égalité réelle et l'égalité virtuelle...

« L'univers du jeu vidéo est vaste, complexe et rarement compris pour ce qu'il est : un authentique champ des possibles. Pendant longtemps - et c'est encore trop souvent le cas - le jeu vidéo avait pour public-cible des hommes. Depuis quelques années, on assiste à un bouleversement majeur : non seulement il y a de plus en plus de femmes et à tous les niveaux - production, développement, journalistes spécialisées, joueuses - mais les représentations évoluent », **Clara Magazine** met à la une l'évolution de la place des femmes dans les jeux vidéos. Pour le journal « *les filles entrent dans le Game* ». Clara nous offre ainsi une vision un peu plus optimiste que les habituels constats sur le machisme de l'univers du jeu vidéo. « *Une révolution est en marche* », estime le magazine, « *et nous avons besoin de forces vives : à toutes les femmes et les filles découragées ou dégoûtées du jeu vidéo à cause de la représentation lamentable des femmes qui a longtemps été la norme : revenez, les choses changent. Le changement ne sera pas que virtuel* ».



Pour information, cette synthèse est réalisée à partir d'alertes d'actualité internet, de la surveillance des sites institutionnels français, ainsi que d'une sélection de sites associatifs francophones, des informations et documents reçus par le bureau de l'animation et de la veille et d'une sélection de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale. - Photos © DR

Direction générale de la cohésion sociale – Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes
Bureau de l'animation et de la veille - dgcs-sdfe-synthese@social.gouv.fr - <http://www.femmes-egalite.gouv.fr/>